



COMMUNE DE TRANS EN PROVENCE

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché à procédure adaptée

Marché n° 2024/002

MAPA : Réfection du terrain multisports et d'un espace « street-fitness »

25 Avenue de la Gare
83720 TRANS-EN-PROVENCE
04.94.60.62.49

Date limite de remise des offres : le 23/08/2024 à 12 heures

SOMMAIRE

1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1	OBJET	3
1.2	MODE DE PASSATION	3
1.3	TYPE ET FORME DE CONTRAT	3
1.4	DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	3
2.2	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	3
2.3	VARIANTES.....	3
3	LES INTERVENANTS	4
3.1	MAITRISE D'OUVRAGE	4
3.2	ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE.....	4
3.3	MAITRISE D'ŒUVRE	4
3.4	CONTROLE TECHNIQUE.....	4
3.5	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS.....	4
4	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	4
4.1	DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION	4
4.2	MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	5
5	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
6	PRESENTATION DES OFFRES	5
6.1	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	6
7	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	7
7.1	TRANSMISSION ELECTRONIQUE	7
7.2	TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER	8
8	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
8.1	SELECTION DES CANDIDATURES	8
8.2	ATTRIBUTION DES MARCHES.....	8
8.3	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION.....	9
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10
9.1	ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	10
9.2	PROCEDURES DE COURS.....	10

1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET

La présente consultation concerne la démolition de l'existant (stade multisports et éléments de fitness), la pose d'un terrain multisports et la pose d'un espace sport « street-fitness » composé de 7 éléments et un multiple situé avenue Marguerite de Provence sur la commune de Trans-en-Provence. La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.2 MODE DE PASSATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

1.3 TYPE ET FORME DE CONTRAT

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

1.4.1 Allotissement

Le présent marché est traité en LOT unique.

1.4.2 Décomposition en tranches

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

3.1 MAITRISE D'OUVRAGE

COMMUNE DE TRANS-EN-PROVENCE

Représentée par Monsieur le Maire, Alain CAYMARIS

25 Avenue de la Gare – 83720 TRANS-EN-PROVENCE

3.2 ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE

Sans objet.

3.3 MAITRISE D'ŒUVRE

Sans objet.

3.4 CONTROLE TECHNIQUE

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.5 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif estimé appelé à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération sous le régime d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) joint au présent dossier d'appel d'offre.

Le candidat adjudicataire aura à le compléter pendant la période de préparation avant le début des travaux.

3.6 VISITE DES LIEUX

Une visite sur site est obligatoire. Un certificat de visite sera remis lors de cette visite et devra être joint à l'offre.

Le candidat qui souhaite effectuer la visite devra prendre rendez-vous.

La prise de rendez-vous devra être faite au plus tard **8 jours** avant la date limite de remise des offres soit :

- par mail : f.bernardin@transenprovence.fr auprès de Mme BERNARDIN Fanny (Service Marchés Publics)
- par téléphone au 06.23.23.61.32 auprès de Monsieur ROMANCANT Eric, Directeur des Services Techniques

Le candidat devra impérativement joindre dans son offre le certificat de visite qui sera délivré au terme de cette visite obligatoire. Toute candidature déposée sans ce certificat sera jugée non conforme.

4 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 DUREE DU CONTRAT OU DELAI D'EXECUTION

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.(fait partie des critères de notation)

4.2 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 60 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC),
- Un Acte d'Engagement (AE)
- Un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Décomposition de Prix Global Forfaitaire (DPGF),
- PPR
- Un certificat de visite

Les offres seront rédigées en français.

Pour information, si lors du retrait du dossier un candidat ne s'est pas identifié sur la plateforme « <https://marches-securises.fr> », ou s'il n'a pas mis à jour ses coordonnées en cas de changement (adresse postale ou mail), il ne pourra être informé des modifications ultérieures ni être destinataire des notes d'informations publiées afin de répondre à des questions posées par d'autres candidats.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 PRESENTATION DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Oui

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Oui
Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Oui

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certificats de qualifications professionnelles. Le pouvoir adjudicateur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat	Oui

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique qui prend la forme d'une obligation juridiquement contraignante (exemple: convention de mise à disposition datée et signée cf CE 15 mars 2019, SAGEM n°41 35 84).

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement	Oui
Le Règlement de consultation	Oui
Le Cadre de Décomposition de Prix Global Forfaitaire	Oui
Le mémoire technique	Oui
Le planning d'exécution	Oui
L'attestation de visite dûment remplie	Oui

Des échantillons de la structure du terrain multisports, des panneaux stratifiés compact des jeux et du gazon synthétique sont à remettre chez l'acheteur public, à l'adresse suivante, avant la date limite de remise des offres :

Centre Technique Municipal
300 Route du Plan
83720 TRANS-EN-PROVENCE

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants et le cas échéant le contrat de sous-traitance.

7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 TRANSMISSION ELECTRONIQUE

La transmission des documents par voie électronique est obligatoire. Elle doit être effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-securises.fr>.

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres. Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

MAIRIE
Service des Marchés Publics
25 Avenue de la Gare
83720 TRANS-EN-PROVENCE

De 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 du lundi au vendredi
ou envoyé par pli recommandé avec avis de réception, à cette même
adresse.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant : Les noms de fichier ne devront pas excéder 25 caractères.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

8 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 ATTRIBUTION DES MARCHES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

La Commune de Trans-en-Provence se réserve le droit de procéder à la régularisation des offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Valeur technique	60%
2- Prix	40%

Ces critères feront l'objet d'une notation permettant ainsi le classement décroissant des offres.

Valeur Technique :

Le critère Valeur Technique sera noté sur 60 (note NT).

Il sera apprécié au regard du mémoire technique fourni qui décrira les sous-critères suivants :

- A. - Les éléments permettant d'apprécier la **fiabilité des équipements** proposés en termes de résistance, de sécurité, de dispositif de réduction des pollutions sonores et la capacité à les entretenir (garanties, approvisionnement des pièces détachées, données de fiabilité, matériaux employés, diamètre et épaisseur des aciers, techniques et produits utilisés pour prévenir l'oxydation, facilité de remplacement des équipements, des panneaux...) **10 points**
- B. - La **qualité d'intégration** des équipements dans l'environnement (coloris, finitions...) **10 points**
- C. Moyens humains et techniques pour le chantier **10 points**
- D Délai d'exécution **10 points**

E Délai de travaux à réaliser (planning d'exécution avec phase préparatoire) **sur 5 points**

F Echantillon **5 points**

G Garantie **10 points**

Les durées de garantie seront les suivantes : **à remplir par le candidat (fait partie des critères techniques)**

-ans sur les poteaux porteurs en Inox.
-ans sur les poteaux aluminium.
-ans sur les poteaux acier galvanisé
-ans sur les panneaux HPL
- pour les cordages armés contre toute défaillance due à des défauts dans les matériaux ou à des vices de fabrication
-ans. contre le bris dû à des défauts dans les matériaux ou à des vices de fabrication pour les plaques, planchers, marches d'escalier, toits.
-ans pour les ressorts dans les conditions normales d'utilisation.
-ans sur toutes les boulonneries.

Ces garanties ne comprennent pas l'usure normale due à l'utilisation des jeux.

L'entrepreneur s'engage à livrer et installer gratuitement, pendant la période de garantie, les pièces de rechanges originales pour le remplacement des pièces défectueuses.

Les agrès de fitness seront garantis jusqu'àans.

Chaque critère (A, B, C, D, E, F et G) sera noté sur 5 ou 10 (note NTA, NTB, NTC, NTD, NTE, NTF et NTG) suivant l'échelle de notation suivante :

Appréciation	Critère/10	Critère /5
Excellent	10	5
Très satisfaisant	8	4
Satisfaisant	6	3
Moyennement satisfaisant	4	2
Peu satisfaisant	2	1
Insatisfaisant - Inapproprié - Non renseigné	0	0

$NT = NTA + NTB + NTC + NTD + NTE + NTF + NTG$

Valeur Prix :

Le critère Prix sera noté sur 40 (note NP) et sera apprécié au regard du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire remise par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du soumissionnaire, elles seront corrigées et le montant rectifié sera pris en considération pour le jugement des offres.

Le soumissionnaire concerné sera invité à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière. S'il confirme et s'il est retenu, il devra modifier les pièces de l'offre en conséquence.

Pour chaque soumissionnaire : $NP = \frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre analysée}} \times 40$

Note globale :

La note globale N du soumissionnaire est égale à la somme des produits des notes partielles par les coefficients correspondants : $N = NT + NP$ pour avoir une note sur 100 points.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer le rejet des offres incomplètes, non conformes au règlement de consultation, différentes du dossier de consultation (des dispositions administratives ou des prescriptions techniques), parvenues hors délai ou dans des conditions autres que celles fixées au présent règlement.

Le jugement des offres initiales donnera lieu à un classement décroissant allant de la note globale la plus élevée à la note globale la plus faible. L'offre du candidat ayant obtenu la note globale N la plus élevée sera classée en premier et sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

8.3 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que, conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du code de la commande publique 2019, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec les trois meilleurs candidats ayant présenté une offre. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. La seconde offre devra être de meilleure qualité, sous peine que nous ne prenions que la première en compte. Il en sera de même en cas d'absence de seconde proposition. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de renoncer à la négociation s'il apparaît que l'offre la plus avantageuse ne peut être améliorée sauf à compromettre la bonne exécution du marché, le respect du cahier des charges ou la rendre anormalement basse.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-securises.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 9 jours avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal administratif de Toulon
5, rue Racine
BP 40510 - 83041 TOULON Cedex 9
Tél : 04 94 42 79 30 - Fax : 04 94 42 79 89
greffe.ta-toulon@juradm.fr
Web : <http://toulon.tribunal-administratif.fr/>

Organe chargé des procédures de médiation :

Tribunal administratif de Toulon
5 rue Racine
BP 40510 - 83041 Toulon Cedex 9
Tél : 04 94 42 79 30 - Fax : 04 94 42 79 89
greffe.ta-toulon@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

La procédure de passation peut faire l'objet d'un référé précontractuel tant que le marché en cause n'est
RC – Réfection du terrain multisports et d'un espace de
street fitness

pas signé par la personne publique, ladite signature ne pouvant intervenir que 10 jours après notification des décisions de rejets (article L 551-1 du Code de Justice Administrative). Après signature du contrat, les candidats évincés peuvent conformément à l'arrêt du 16.7.2007 rendu par le Conseil d'état exercer un recours de pleine juridiction pour contester devant le juge administratif la validité du contrat.

Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique par la publication de l'avis d'attribution. Ce recours peut être assorti d'une saisine du juge des référés sur le fondement de l'article L 521-1 du Code de Justice Administrative tendant à solliciter la suspension de l'exécution du marché.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

-Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

-Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

-Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

-Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.